

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 579 26 AOUT 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

LE 25 AOUT est la fête de Saint Louis IX. Il offrit un modèle de monarque chrétien s'efforçant de mettre le règne de Dieu au centre de sa vie publique et privée. Il est bon de rappeler qu'un grand nombre de rois et d'empereurs ont été portés sur les autels. Le dernier est le bienheureux Charles de Hasbourg, récemment béatifié et dernier empereur de cette célèbre famille.

EDITO

LE DALAI-LAMA ET LA REINE D'ANGLETERRE

On peut être surpris de cette comparaison et, pourtant, ces deux personnalités ont des points communs.

Ce sont deux chefs religieux et c'est le premier point ; il faut reconnaître que la reine est plus mal placée à cet égard que son « collègue » : la religion anglicane va peut-être trouver se défaire, ce qui était inscrit dans ses gènes lors de sa naissance du temps d'Henry VIII.

Pour le bouddhisme, qui est plus une philosophie qu'une religion, il est possible qu'il dure longtemps, le vide ne gênant personne.

Le Dalaï-Lama fait beaucoup parler de lui à présent. Enjeu à la fois religieux et politique il poursuit son séjour en France. « J'y vas-t-y, j'y vas-t-y pas » : c'est un pas de deux diplomatico-comico-politique qui se joue autour de lui.

Le « french doctor » l'a rencontré en compagnie de Carla, tout en étant écarté du dialogue que Carla eut avec lui ; tout le monde avait revêtu un drôle d'accoutrement à base de blanc !

La presse ne révèle pas ce que TOCQUEVILLE MAGAZINE vous indique. Sa conversation est aussi ennuyeuse que celle de la reine d'Angleterre, qui ne peut rien dire d'intéressant sauf approbation du Premier ministre. Il n'a que quelques mots à sa disposition : tolérance, compassion, compréhension, harmonie. Il paraît que l'on s'ennuie ferme à l'écouter.

Le bouddhisme est une hérésie chrétienne qui a retenu la charité mais a évacué l'idée de Dieu qui, seule, conduit à la vraie charité. Bouddha, selon certains historiens, serait un personnage imaginaire construit pour les besoins de la cause et après coup.

Le nirvana de la pensée a remplacé l'éblouissement de la révélation.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

L'USAGE DES CASERNES

La réforme des armées libère beaucoup de bâtiments et, notamment des casernes. Souvent bien situées en centre ville, elles ont une grande valeur. Si nous étions dans un pays libre et non dans un pays socialisé elles seraient vendues au plus offrant quel qu'il soit et cela permettrait de rembourser à due concurrence des emprunts qui nous ruinent.

Malheureusement, dans beaucoup de lieux, elles seront transformées en logements pour étudiants. Au lieu de laisser les étudiants se loger librement chez des investisseurs privés, les communes intéressées vont ruiner leurs habitants en s'endettant pour attirer des étudiants qui sont souvent de faux étudiants, Ainsi va la France d'aujourd'hui.

L'ACHAT DE VOIX

La démocratie, en France, mais aussi ailleurs, repose largement sur l'achat et la vente de voix. Plus les voix sont importantes, plus elles se vendent cher. La députée villieriste de Vendée, Véronique Besse, a déclaré à l'hebdomadaire « Minute » que des membres de l'UMP ont essayé jusqu'au dernier moment de l'acheter pour avoir son « oui » au changement de la constitution. Les accusations visent nommément Bernard Accoyer, Jean-François Copé et Alain Marleix : « J'aurais pu demander la lune, ils me la donnaient sur l'heure ».

Elle a maintenu son « non ».

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les point de vue exprimé. A chacun de juger)

LE FINANCEMENT DE LA SECU

Une lettre d'un non-salarié : « Lorsque la sécu dans sa branche maladie a été fondée il y a plusieurs décennies, il était entendu que ce serait les salariés et les entreprises qui devaient payer. Dans le détail, c'était les salariés qui supportaient tout, car la part prélevée apparemment sur les entreprises pesait directement sur les salaires.

C'était une anomalie de faire payer uniquement les salariés mais c'était ainsi. Après des décennies de désastres et de déficits, la situation est complètement changée et les journalistes s'étonnent de voir que les ménages financent 40 % de la sécurité sociale sous des formes diverses comme la CSG et la CDSG.

C'est un nouvel aspect de la déroute de la « sécu » puisque le quasi-contrat d'origine a été complètement bouleversé dans sa nature. Que faire sinon gémir et supporter vaille que vaille ? »

LA BIBLIOTHEQUE EUROPEENE

« Une nouvelle catastrophe est en vue. L'Europe a lancé le projet d'une bibliothèque numérique donnant accès à des millions de livres, tableaux et photos.

On nous allèche en annonçant que la CEE va allouer seulement 120 millions d'euros au projet. C'est, en effet, une misère. Il est clair, en fait, que tous les membres de l'Union vont cracher au bassinet des sommes bien plus importantes pour un résultat incertain.

L'objectif est de faire pièce à Google Library. Celle-ci s'est bâtie dans la liberté du marché et c'est ce qui fait sa force. Elle a déjà numérisé plus d'une dizaine de millions d'ouvrages. »

NDLR : Bien d'accord.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 25 AOUT 2008

C'EST LA GUERRE

L'événement majeur le plus récent est que les Français s'aperçoivent, tout soudain, qu'ils sont en guerre : 10 morts et 21 blessés d'un seul coup succédant à d'autres victimes dont d'autres « petites » guerres que la France a engagées partout avec une légèreté coupable dans diverses missions dont personne ne connaît peut-être le total exact ni la signification.

Bien entendu, si l'on n'a pas d'expérience militaire et si l'on n'est pas au courant des détails des dossiers, il est difficile de tirer les enseignements de ce grave événement en Afghanistan ; il faut donc beaucoup de prudence dans l'analyse. Toutefois, la pratique assidue de l'histoire permet, sauf erreur ou omission, de recenser les conditions nécessaires pour gagner une guerre.

Il semble que quatre conditions sont prédominantes : une raison valable de faire la guerre, une chaîne de commandement efficace, une doctrine d'emploi des forces et, enfin, des moyens adéquats.

Sur tous ces plans, la France est gravement défailante. Celui qui se proclame avec une légitimité fierté chef des armées s'est signalé récemment en injuriant publiquement les

généraux et en les traitant d'amateurs. C'est lui, en fait, qui a montré son amateurisme depuis sa prise du pouvoir, car, dans ce domaine comme dans d'autres, il n'a rien changé à l'écroulement de l'armée qui avait précédé son arrivée et dont il a hérité.

Les objectifs de guerre ?

Bien entendu le meilleur objectif est d'avoir une cause sacrée à défendre et les guerres ont été souvent gagnées avec des moyens insuffisants mais grâce à une cause sacrée. Si l'on interroge l'engagé volontaire ou le gradé Français sur les raisons qui ont conduit les gouvernements successifs à envoyer des troupes dans des missions lointaines, multiples et souvent contradictoires l'on ne pourra jamais obtenir de réponse claire.

À propos de l'Afghanistan, le président a parlé de « défendre la démocratie et la liberté » ; il a fait semblant ainsi de ne pas connaître la vanité de ces motivations, compte tenu de la corruption bien connue de toutes les grandes démocraties ainsi que du trafic des élections sur lesquelles elles reposent. Le pouvoir Afghan, pour sa part, est fortement soupçonné d'être mêlé au commerce de drogue qui alimente les talibans ! Au Tchad et partout ailleurs la France envoie des soldats se faire tuer pour des gredins de haute stature.

La lutte contre le terrorisme est aussi invoquée et pourrait être une justification de l'action et de l'entretien des forces militaires ; mais il faudrait alors d'abord lutter contre le terrorisme à l'intérieur tel qu'il s'exerce tant dans 500 villes françaises, qui sont livrées aux trafiquants de toutes sortes. Pour un pouvoir de droite, ce serait une cause sacrée. La guerre de 14-18 fut gagnée en partie sur la base d'une cause sacrée.

Finalement, le seul vrai motif, d'ailleurs indiqué officiellement, est un raisonnement de politique étrangère extrêmement compliqué qui, certes, ne mérite pas d'engager la vie des combattants.

Si l'on n'a pas de cause sacrée, les troupes sont des mercenaires, ce qui cadre bien avec l'idée d'une armée de métier. Il est possible de gagner des guerres avec des mercenaires mais il faut des objectifs précis à leur fournir. La multiplication des missions et leurs nombreuses contradictions manifeste bien le désordre de l'action militaire française, d'autant plus que chacune d'entre elles a son origine dans des gouvernements n'ayant souvent que fort peu de vraie légitimité. A propos de mercenariat, notons que, pour les troupes, la participation aux opérations extérieures se traduit par des avantages financiers majeurs qui rattrapent en quelque sorte la modicité des soldes. L'acceptation par les Etats-Majors malgré leurs avertissements des gesticulations extérieures est-elle due à un calcul peut-être sordide ?

Le pouvoir, par le truchement d'une presse et de médias à sa dévotion, laisse dire que la guerre d'Afghanistan est de toute façon perdue. C'est évidemment le scandale absolu que de s'exprimer ainsi : une guerre ne peut être gagnée que si on reconnaît au moins qu'il existe une guerre et si l'on sait et affirme qu'elle peut être gagnée, ce qui est le cas de toute guerre si les moyens adéquats sont employés.

La chaîne de commandement ?

Dans le cas particulier de l'Afghanistan il y a au moins deux chaînes de commandement.

La chaîne française comporte un empilement invraisemblable d'organismes. Les hauts gradés sont souvent promus à l'ancienneté et non pas au choix ce qui est le contraire de la création d'un commandement de très haut niveau. Sur place, en Afghanistan, il y a au sommet le commandement américain, mais il s'exerce sur des détachements de diverses nations : Britanniques, Allemands, Turcs, Canadiens, Néerlandais, Italiens voisinent avec des Français. Comment est-il possible d'être efficace dans un tel magma avec, en plus, des problèmes de langue ?

On a inventé un système peut-être unique dans l'histoire des guerres, à savoir le commandement en rotation. A Kaboul, la rotation s'exerce entre l'Italie et la Turquie ; dans la zone sud, Canada, Pays-Bas et Grande-Bretagne se succèdent. Cette rotation est vraiment une chance pour les Talibans s'ils ont le talent de l'exploiter. Nous ne rentrerons pas dans la controverse largement ouverte aujourd'hui et laissant supposer que probablement il n'y avait pas eu la réaction rapide, foudroyante et nécessaire du commandement local lors de la bataille.

La doctrine ?

Dans toutes les guerres depuis des millénaires les vainqueurs ont mis au point une doctrine leur permettant de vaincre. Souvent, d'ailleurs, la doctrine consistait à innover, c'est-à-dire à faire une nouvelle forme de guerre. Napoléon a gagné en Italie et le Sultan a fait tomber Byzance en pratiquant des formes de guerre nouvelles.

Le budget des armées est raboté d'une façon terrifiante depuis des années et il vient de l'être une nouvelle fois ; en fait, il sert de variable d'ajustement indispensable pour permettre les folies dépensières des politiques momentanément au pouvoir : ces pouvoirs successifs exploitent jusqu'à l'extrême le fait que les armées ne font pas grève. Comment dans une telle ambiance peut-on mettre au point une doctrine conduisant à la victoire sur de multiples fronts ouverts un peu partout dans le monde avec des objectifs disparates ?

Il est question, pour mettre de l'ordre, d'une sorte « d'états généraux » en vue de réfléchir au rôle des armées et de la défense : une telle parlotte ne peut conduire à rien de concret d'autant plus qu'elle va être quasi publique, alors que la victoire implique au moins 50 % de secret. Il en sera de même du débat parlementaire public qui a été promis à l'opposition : il sera limité à l'Afghanistan alors que le pays est engagé dans de multiples autres guerres !

Les moyens ?

L'on vient de se référer à la chute lente des moyens mis à la disposition du commandement. Nous ne saurons jamais si, sur place, il y avait les moyens voulus, bien que la presse fasse de larges échos à l'inadaptation des moyens par rapport aux missions. Le sauvetage récent du navire le Ponant qui, en juin de cette année, avait été pris en otage par des pirates au large du Yémen a montré en grandeur nature la grande misère des moyens mis à la disposition

des armées. La libération a été présentée comme une merveille du genre mais a montré le délabrement de toutes les armes. Navires et hélicoptères appelés à intervenir furent pour beaucoup défaits. C'est grâce aux talents des intervenants que la libération du navire en otage a pu être réalisée.

Parallèlement en Afghanistan, la coalition tolère la culture de l'héroïne qui donne des finances aux Talibans et mine les populations occidentales clientes : c'est l'incohérence absolue.

Tout en gardant la prudence précitée sur des événements obscurs, on est forcé de constater que malgré une victoire incontestable de la droite aux élections présidentielles il y a un an, rien n'est changé et tout est pareil !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

VLADIMIR POUTINE

« La démocratie, c'est la dictature de la loi »

Lionel JOSPIN (À propos du Pape et de l'Islam) :

« Le Pape doit-il s'excuser ? Je pense que non. Il est paradoxal qu'une partie de ceux qui demandent des excuses au Pape sont ceux qui, par ailleurs, menacent et trouvent légitime, au nom de la violence, d'utiliser l'Islam. On n'a pas de raison de s'excuser devant ces gens-là, même s'il faut éviter de froisser les musulmans ».

REVUE DE PRESSE

LE JOURNAL LA CROIX

Il y a longtemps que je ne lis plus régulièrement le journal LA CROIX qui est considéré comme le journal officiel de l'épiscopat ; jadis tous les curés étaient abonnés gratuitement et je ne sais si cette coutume continue. Il me semble que je le prenais à l'entrée des avions. J'avais beaucoup d'indignation à le voir tolérer fréquemment dans ses colonnes des hérésies graves, parfois sous des signatures ecclésiastiques prestigieuses. Un jour, je lus la négation de la présence réelle ! Scandale : « le mal que vous ferez à ces petits... »

Ayant l'occasion de le lire parfois aujourd'hui par suite d'une circonstance particulière, j'ai la bonne surprise de plus y lire de propagande anticatholique. Les Assomptionnistes vrais propriétaires ont-ils compris ? Rien n'est jamais perdu !

Toute médaille, hélas, a son revers. On ne parle presque plus de Dieu et de religion dans le journal. Dans certains numéros, on peine à y trouver une phrase se rapportant à la seule Vérité qui vaille.

Dans un numéro récent, il était question de Jacqueline de Romilly et j'appris que cette dame extraordinairement savante dans les lettres classiques venait d'atteindre 95 ans. Simultanément, elle s'approche du catholicisme en venant du judaïsme ; elle a fait sa première communion et reçu la confirmation.

Deux lignes ont été consacrées à cet évènement majeur. L'occasion était belle pourtant d'expliquer aux incroyants la signification de ces sacrements.

Ceci étant dit le journal n'est pas mal fait tout en étant englué dans la gauche molle comme le Figaro et réjouissons nous de plus y voir de nourriture faisandée.

Si vraiment l'Episcopat le considère comme son journal officiel, il devrait avoir comme objectif principal la conversion des croyants et incroyants, le reste venant par surcroît. Ce n'est pas le cas.

Signé par un lecteur

LES BREVES

L'IRAN ET LE PETROLE

L'Iran pourrait être un pays très riche grâce à l'ingéniosité de ses habitants et à des ressources pétrolières immenses.

Ce n'est pas le cas. L'obscurantisme de l'islam et le dirigisme étatique en font un pays pauvre. Un comble : il y a des coupures d'électricité et des files d'attente dans les stations-service.

LES ZONES

La France est découpée en de multiples zones. L'on est tellement habitué à une telle horreur qu'il est parfois difficile de s'y retrouver. Il doit bien y avoir une quinzaine de zones officielles découpant le territoire. Certaines portions de territoires se trouvent englobées dans plusieurs zones. L'offensive contre les droits élémentaires et le droit de propriété est manifeste.

Les habitants du parc national des Cévennes (PNC) se réveillent brusquement ces jours-ci pour dénoncer un projet de décret qui, à partir de 2 011, réglerait toute leur vie sur les 300 000 hectares du parc. Cela concerne plus de cent communes et des milliers d'habitants.

Le directeur du parc et ses 70 employés enfermés dans le château de Florac comme dans un bunker décideraient de toute la vie de ces gens.

Autorisation, interdiction et verbalisation. Le 12 août 2008, 800 habitants ont manifesté devant le château. Un agriculteur a déclaré que, dès maintenant, il a fallu deux ans pour que son fils obtienne l'autorisation de s'installer.

La situation est-elle la même partout dans tous les parcs dits nationaux ? Nous ne le savons pas mais c'est plus que probable.

DOCUMENTS

Nous publions les documents, tels qu'ils nous parviennent ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

DETTE PUBLIQUE

NDRL : Personne ne parle plus de la dette publique ; tout le monde s'en moque. Voici un commentaire toujours valable.

http://www.libres.org/francais/conjoncture/dette_publicue_c0308.htm

2008 : LA DETTE PUBLIQUE EST TOUJOURS LA !

Les derniers chiffres publiés sont implacables : la dette publique en France a encore augmenté au troisième trimestre 2007 et le recul promis pour l'ensemble de l'année n'aura pas lieu. La réduction de la dette est pourtant prioritaire et elle est passée au second plan dans la politique SARKOZY : en dépit des protestations européennes, on verra plus tard. Est-ce grave ? Cela pèse sur les dépenses publiques (poids des intérêts), cela réduit l'épargne disponible, donc l'investissement productif, et cela transfère aux générations suivantes une charge intolérable, parce que la génération au pouvoir aura refusé de faire les réformes qui s'imposaient.

20 000 euros par Français !

Les chiffres concernant la dette publique en France sont publiés avec un certain décalage. On vient à peine de publier les résultats du troisième trimestre 2007. Elle atteint un montant inégalé, à 1 218,3 milliards d'euros. La hausse est de 1,9 milliards en un trimestre. Il s'agit de la dette de l'Etat, mais aussi de celle des organismes de sécurité sociale, des organismes divers d'administrations centrales (ODAC) et des administrations publiques locales.

Est-ce beaucoup ? Tout d'abord, cela représente 65,9% du PIB français, ce qui est considérable et sensiblement supérieur au maximum autorisé par les traités européens

(Maastricht et Pacte de stabilité économique en Europe), qui est de 60%. Quand on voit comment la France est stricte vis-à-vis de l'entrée des nouveaux pays européens dans l'euro, s'ils ne respectent pas ces critères, on peut s'étonner qu'elle ne commence pas par balayer devant sa porte.

Ensuite, si l'on divise par le nombre d'habitants de notre pays, cela représente 20 000 euros par Français. Soit 80 000 euros sur la tête d'une famille moyenne ayant deux enfants. C'est aussi le « cadeau » que nous faisons à chaque bébé qui naît. Comme l'Etat emprunte de plus en plus à long terme (il y a même des emprunts à 50 ans), un jeune qui a vingt ans aujourd'hui devra supporter la charge de remboursement pendant toute sa vie active, jusqu'à l'âge de 70 ans !

Le seul paiement des intérêts est le deuxième poste du budget

Or, comme l'avait fait remarquer le rapport PEBEREAU, ce n'est que la partie visible de l'iceberg : l'essentiel de la dette sociale, celle des retraites des fonctionnaires, qui ne sont pas provisionnées, répartition oblige, et qui sont donc payées chaque année par les contribuables, s'élève à une somme presque équivalente, ce qui porte la dette publique au-delà de 2 000 milliards, sans doute plus près de 2 500 milliards. Et c'est bien une dette potentielle, car il faudra bien que l'Etat, donc le contribuable, paye la retraite des fonctionnaires actuels.

Le poids de cette dette publique est devenu intolérable. Il faut d'abord payer les intérêts de la dette, année après année. Or ce poste budgétaire est considérable, pratiquement équivalent au produit de tout l'impôt sur le revenu. Il s'agit du deuxième poste du budget de l'Etat, juste après l'éducation, et devant la défense : cette charge d'intérêt pèse lourdement sur les dépenses publiques et accentue la dérive du budget.

Ensuite, l'endettement nouveau année après année pour financer les déficits, pèse sur l'épargne et en absorbe une grande partie. L'agence France Trésor a déjà annoncé qu'elle prévoyait d'émettre, en net, 116,5 milliards d'euros d'emprunts d'Etat en 2008 : voilà autant de moins de disponible pour financer les investissements productifs privés, ce qui provoque un « effet d'éviction » : les dépenses publiques ainsi financées viennent évincer des dépenses privées qui ne pourront avoir lieu faute de financement (ou à des coûts trop élevés). Toutes les études, à commencer par celle de l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales) en 2006, montrent que l'endettement public pèse sur la croissance.

Comme le souligne avec pertinence l'étude de l'IREF l'origine de la dette est la masse de plus en plus considérable de dépenses de fonctionnement de l'Etat, tandis que les dépenses d'équipement sont au contraire en baisse. Dans les dépenses de fonctionnement ce sont les traitements des fonctionnaires qui pèsent le plus lourd. Le transfert sur les générations suivantes en est donc d'autant plus scandaleux : nous faisons payer les dépenses d'aujourd'hui par les générations suivantes : bel exemple de solidarité intergénérationnelle, au moment où on nous rebat les oreilles à propos de la planète que nous allons transmettre à nos enfants.
